



Avec sa nouvelle commission, economiesuisse met davantage l'accent sur la politique de la santé

La nouvelle Commission Politique de la santé d'economiesuisse débutera ses activités en février. La principale faîtière de l'économie suisse mettra ainsi davantage l'accent sur la politique de la santé. Joachim Eder, ancien conseiller aux États et fin connaisseur du sujet, la présidera. En instituant cette nouvelle commission, les milieux économiques réagissent à la hausse des dépenses de santé et tiennent compte de l'importance croissante de ce secteur pour l'économie nationale.

En 1985, les secteurs de l'énergie et de la santé avaient une importance comparable. Dans ces deux domaines, la consommation de biens et de services atteignait une valeur de 20 milliards de francs. Aujourd'hui, dans le secteur de l'énergie, les dépenses des consommateurs finaux s'élèvent à 28 milliards, contre 80,2 milliards, soit 11,2% du produit intérieur brut, dans le secteur de la santé. Cette dynamique est unique pour un secteur économique traditionnel. Le secteur de la santé comprend les industries pharmaceutiques et de la technologie médicale, deux secteurs d'exportation prospères. De plus, il y a l'État qui exerce une influence. Celle-ci a augmenté d'un bon tiers depuis 1985. Dès lors, la politique de la santé influence de manière significative l'économie nationale.

Quelle est l'orientation des milieux économiques?

economiesuisse défend une approche libérale en ce qui concerne le secteur de la santé. Pour ce faire, la faîtière des petites et grandes entreprises s'appuie sur des travaux scientifiques. Le modèle d'Alain Enthoven, par exemple, décrit comment réglementer correctement le marché de l'assurance maladie. La loi suisse sur l'assurance maladie reprend des éléments importants de ce modèle.

Malheureusement, les réformes de ces dernières années vont dans le sens d'une centralisation du système de santé, au lieu de poursuivre strictement la voie de la concurrence régulée. Michael Porter, pour sa part, a développé un modèle concurrentiel fondé sur des valeurs. Il place l'utilité pour le patient au centre d'un système de santé axé sur la performance. D'après lui, il faut plus de transparence quant aux résultats des prestations de santé. Il propose une réforme qui devrait être pertinente pour la politique de santé actuelle. Les milieux économiques souhaitent s'engager davantage dans cette direction.

Joachim Eder, président de la nouvelle commission

La Commission Politique de la santé d'economiesuisse est présidée par Joachim Eder, ancien conseiller aux États. On ne compte pas beaucoup de personnalités politiques en Suisse qui ont une telle expérience en matière de politique de la santé: Joachim Eder a été conseiller d'État dans le canton de Zoug pendant 19 ans. À ce titre, il a dirigé pendant une décennie le Département de la santé cantonal et représenté pendant huit ans son canton à Berne en tant que conseiller aux États. Il a été président du gouvernement du canton de Zoug pendant deux ans et, en tant que conseiller aux États, il a notamment présidé la Commission de la sécurité sociale et de la santé publique (CSSS-E). M. Eder s'engage en faveur d'une Suisse libérale, ouverte et dynamique ayant pour objectifs «le bien-être de la population et la protection de l'environnement». economiesuisse est heureuse de pouvoir compter sur ce fin connaisseur du secteur de la santé pour présider la nouvelle commission.